

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### SEANCE DU 28 OCTOBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 28 octobre à 18 h 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du VAL DE CHER-CONTROIS s'est réuni en session ordinaire, à l'Espace Beaumont à Chémery, sous la Présidence de Monsieur Jean-Luc BRAULT, le Président.

**Etaient présents :** Les délégués des communes de :

ANGE	----	NOYERS/CHER	SARTORI Philippe
CHATEAUVIEUX	SAUX Christian		BOUHIER Sylvie
		OISLY	-----
CHATILLON/CHER	JULIEN Pierre	PONTLEVOY	DANIAU Florence
	-----	POUILLE	BERTHAULT Jean-Louis
CHEMERY	CHARLES Françoise	ROUGEOU	OLIVIER Christine
CHISSAY-EN-TOURAINE	PLASSAIS Philippe		GOUTX Alain
CHOUSSY	GOSSEAU Thierry	SAINT-AIGNAN/CHER	-----
	BRAULT Jean-Luc		-----
	DELORD Martine	SAINT-GEORGES/CHER	TROTIGNON Xavier
LE CONTROIS-EN-SOLOGNE	TURGIS Isabelle		PAOLETTI Jacques
	COLLIN Guillaume	SAINT-JULIEN-DE-CHEDON	ROBIN Jacqueline
	MICHOT Karine		-----
	MARTELLIERE Eric	SAINT-ROMAIN/CHER	CHARRET Bernard
	SIMON André	SASSAY	TROTIGNON Michel
	-----	SEIGY	TURMEAUX Sylviane
COUDDES	PENNEQUIN Elisabeth		BOIRE Jacky
COUFFY	EPIAIS Jean-Pierre	SELLES/CHER	MONCHET Francis
FAVEROLLES/CHER	GIRAULT Bernard		LATOUR Martine
FRESNES	RILLET Patricia (suppléante)		MARGOTTIN Gérard
GY-EN-SOLOGNE	COLONNA Anne-Marie		COCHETON Stella
LASSAY-CROISNE	GAUTRY François		BERNARD Bruno
MAREUIL/CHER	GOINEAU Annick (suppléante)		-----
MEHERS	CHARBONNIER François	SOINGS/EN-SOLOGNE	BIETTE Bernard
MEUSNES	SINSON Daniel		DELALANDE Anne-Marie
MONTHOU-SUR/CHER	MARINIER Jean-François	THESEE	CHARLUTEAU Daniel
	-----	VALLIERES-LES-GRANDES	LE FRENE Patrick
MONTRICHARD-VAL-DE-CHER	LANGLAIS Pierre		
	-----		
	SIMIER Claude		
	FIDRIC Dominique		

**Etaient absents excusés :** Les délégués des Communes de : ANGE : M. DEFORGES Jacky – CHATILLON/CHER : Mme LHUILIER Laure – LE CONTROIS-EN-SOLOGNE : M. ROINSOLLE Daniel – FRESNES : M. DYE Jean-Marie MAREUIL/CHER : M. ALMYR Jean-Claude – MONTRICHARD-VAL-DE-CHER : M. COURTAULT Pascal – M. DUMONT-DAYOT Michel – NOYERS/CHER : M. LELIEVRE Jean-Jacques – SAINT-AIGNAN/CHER : M. SAUQUET Claude – Mme DE SA GOMES Zita – SAINT-GEORGES/CHER : M. GAUTHIER Philippe – SELLES/CHER : Mme. BOYER Danielle –

Absents ayant donné procuration :

Mme LHUILIER Laure à M. JULIEN Pierre – M. COURTAULT Pascal à M. BRAULT Jean-Luc – M. DUMONT-DAYOT Michel à M. LANGLAIS Pierre – M. LELIEVRE Jean-Jacques à Mme BOUHIER Sylvie – M. SAUQUET Claude à M. BOIRE Jacky – Mme DE SA GOMES Zita à M. TROTIGNON Xavier – M. GAUTHIER Philippe à Mme ROBIN Jacqueline – Mme BOYER Danielle à Mme COCHETON Stella –

Madame CHARLES Françoise est désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance ce qu'elle accepte.

N° 28019-17b

### PLUI- ABROGATION DES CARTES COMMUNALES

En 2015, les Communautés de Communes du Cher à la Loire et du Val de Cher-Controis ont prescrit l'élaboration de leur Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Le Conseil Communautaire a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire lors de la séance communautaire du 22 février 2019 et le 28 février celui de l'ex-Val de Cher-Controis.

Il convient donc désormais au Conseil de délibérer sur l'abrogation des cartes communales comprises dans ces périmètres.

Les cartes communales abrogées sont celles des Communes de Chateaufieux, Choussy, Couddes, Feings, Gy-en-Sologne, Lassay-sur-Croisnes, Mareuil-sur-Cher, Mehers, Oisly, Pouillé, Rougeou, Sassay, Saint-Julien-de-Chédon, Saint-Romain-sur-

Et de la publication/notification le



Cher et Vallières-les-Grandes. L'abrogation des cartes communales fera l'objet d'une enquête publique unique avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis.

- Vu la Loi Solidarité et Renouveau Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,
- Vu la Loi Urbanisme et Habitat n°2003-599 du 2 juillet 2003,
- Vu la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010,
- Vu la Loi pour l'Accès au Logement et un urbanisme renouvelé n°2014-366 du 24 mars 2014,
- Vu le Code de l'Urbanisme notamment les articles L153-19, L163-5 et R153-8,
- Vu la délibération de la Commune de Sassay du 5 juin 2002 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Saint-Julien-en-Chédon du 5 juin 2002 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Lassay-sur-Croisne du 7 octobre 2003 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Pouillé du 2 décembre 2003 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Mareuil-sur-Cher du 21 janvier 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Gy-en-Sologne du 10 mai 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Rougeou du 2 juin 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Oisly du 1 juillet 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Vallières-les-Grandes du 8 novembre 2005 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Méhers du 27 novembre 2007 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Feings du 21 novembre 2008 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Choussy du 30 janvier 2012 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Saint-Romain-sur-Cher du 2 juillet 2012 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Couddes du 19 juin 2012 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Chateaufoux du 29 janvier 2015 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération du Conseil communautaire du Cher à la Loire, alors compétent, en date du 9 février 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Vu la délibération du Conseil communautaire du Val de Cher-Controis, alors compétent, en date du 30 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Vu l'Arrêté préfectoral n°41-2016-12-19-004 du 19 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes Val de Cher-Controis et Cher à la Loire en application de la Loi NOTRe,
- Vu la délibération du Conseil communautaire du 26 juin 2017 approuvant les statuts communautaires applicables au 1er janvier 2018,
- Vu le débat qui a eu lieu le 5 mai 2017 au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),
- Vu la délibération n°16O17-6 du 16 octobre 2017 de la Communauté de Communes validant la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme pour tendre vers un urbanisme de projet,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°25F19-6 du 25 février 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°28O19-16 du 28 octobre 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher Controis,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **Décide** de lancer la procédure d'abrogation des cartes Communales de Communes de Chateaufoux, Choussy, Couddes, Feings, Gy-en-Sologne, Lassay-sur-Croisnes, Mareuil-sur-Cher, Méhers, Oisly, Pouillé, Rougeou, Sassay, Saint-Julien de-Chédon, Saint-Romain-sur-Cher et Vallières-les-Grandes.
- **Demande** aux Communes concernées de délibérer sur l'abrogation de leur carte communale dans les trois mois qui suivent la date de publication de la présente délibération.
- **Dit** que l'Abrogation des cartes communales du territoire de la Communauté de Communes Val de Cher-Controis fera l'objet d'une enquête publique unique avec le Plan local d'urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher Controis.
- **Rappelle** que l'abrogation des cartes communales sera effective lorsque les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux seront opposables.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire par le Président,  
Compte tenu de la réception à la Préfecture

Accusé de réception en préfecture  
041-200072064-20191030-28O19-17b-DE  
Date de télétransmission : 07/11/2019  
Date de réception préfecture : 07/11/2019  
Et de la publication/notification le

- 8 Nov 2019

Copie conforme au registre  
Contres, le 7 novembre 2019

Le Président,  
Jean-Luc BRAULT

